

Syrie : Vladimir Poutine a gagné son pari



Après la victoire contre les djihadistes proclamée par Vladimir Poutine en Syrie le 11 décembre dernier, Alexandre del Valle revient sur la question syrienne dans un article sur la phase "politique" appuyée par Moscou. Pour cela, il a longuement rencontré l'opposante syrienne Randa Kassis, de retour de Moscou, et dont l'équipe est en train d'élaborer un projet de constitution qui sera présenté au peuple syrien lors du prochain "Congrès pour le dialogue National Syrien" prévu à Sochi en janvier-février prochain.

Avec Alexandre Del Valle

Lors sa visite éclair du 11 décembre dernier sur la base militaire russe de Hmeimim (Syrie), Vladimir Poutine a déclaré que la Russie avait rempli ses objectifs militaires en Syrie et que bataille a été remportée par le régime de Damas et ses alliés, avec l'aide de l'armée russe contre terroristes. Concrètement, le régime syrien avec l'aide de l'aviation russe et des troupes chiites iraniennes, libanaises ou autres, a repris l'essentiel des poches jadis tenues par les djihadistes, à l'exception notoire de quelques poches de résistance de jihadistes de Da'esh à l'Est et d'Al –Qaïda à l'ouest du pays, ce qui signifie que les bombardements aériens russes ne peuvent pas être réellement interrompus. En dépit de l'annonce de Vladimir Poutine selon laquelle les militaires russes allaient rentrer à la maison, on sait que l'armée russe n'est pas prête de plier bagage. Rappelons qu'en termes de troupes et de matériels au sol, la Russie domine le ciel syrien et possède désormais deux grandes bases militaires en Syrie. Certes, le gros des troupes efficaces au sol sont les Iraniens (Pasdarans), le Hezbollah libanais et leurs supplétifs chiites irakiens ou Hazaras afghans, sans lesquels le régime syrien n'aurait jamais pu survivre et récupérer les territoires à Da'esh et aux groupes islamistes. Mais les Iraniens n'ont pas de bases militaires officielles dans le pays à la différence des Russes qui vont conserver pendant des décennies tant leur base navale de Tartous que celle de Hmeimim, tout en continuant d'implanter en ce moment même une base d'écoute supplémentaire dans le désert syrien (en plus de celle de Kassis). Il est aussi vrai que les Russes ont été les seuls à déployer leur aviation et leurs systèmes anti-aériens en Syrie, ce qui leur a donné un pouvoir de contrôle et d'action à long terme supérieur à celui de l'Iran en Syrie.

D'évidence, «c'est la Russie qui mène le bal», ainsi que l'a déclaré lui-même au journal *La Tribune de Genève*, le colonel syrien Fateh Hassoun, de la division rebelle Al-Hamza. Toujours est-il que le président russe a réitéré le fait - déjà évoqué depuis des mois - que les nouveaux rapports de force et la victoire face aux jihadistes (Da'esh, etc) ont créé les conditions pour parvenir prochainement à un règlement politique du conflit syrien. Cette « phase politique » va s'incarner notamment dans le cadre du prochain sommet de Sochi, qui sera organisé en janvier-février 2018 par la Russie avec tous les protagonistes du conflit.

D'Astana à Sochi : vers la phase de règlement politique du conflit syrien

Ce processus de Sochi, dont le but est de préparer une transition politique viable pour la Syrie dans le cadre d'un passage de la guerre à la politique, est certes le résultat de la victoire proclamée par Vladimir Poutine et ses alliés - victoire qui a obligé les opposants syriens non-jihadistes à adoucir leurs positions jusqu'aboutistes - mais il a été surtout permis par la collaboration pragmatique entre Moscou, Ankara et Téhéran, initiée avec les rencontres d'Astana, chaque pays « parrain » actionnant ses réseaux et capacités de nuisance pour pousser les belligérants à engager un processus de « déconfliction ». Comme l'explique l'opposante syrienne Randa Kassis, partie prenante des négociations et candidate à la présidence de la République syrienne dans le cadre de la transition, « *la Russie a réussi à faire diminuer la guerre en Syrie, grâce, notamment au processus d'Astana (2017), et cette*

coopération triangulaire, qui a consisté à inviter à Astana, capitale d'un pays neutre, le Kazakhstan, a été bien plus efficace que les réunions infructueuses de Genève ou autres initiatives occidentales dans la mesure où c'est en faisant se rencontrer les groupes armés et les forces pro-régime que l'on a réussi à faire diminuer l'intensité de la guerre, notamment grâce à la mise en place de quatre « zones de désescalade ». Il est vrai qu'elles fonctionnent assez bien, à l'exception de celle de la zone de la ghouta centrale, et force est de constater que ces échanges frappés du sceau de la realpolitik qui horrifie les Occidentaux adeptes du moralisme très manichéen, ont permis de « réduire significativement le nombre de morts, ce qui est en soi déjà un progrès énorme, car grâce à cela, on peut arriver un jour à un processus politique ». Randa Kassis ajoute non sans ironie, que « ce n'est pas Genève que l'on a réussi à réduire l'intensité des combats, mais à Astana, grâce aux Russes, car les Occidentaux et leurs protégés sunnites islamistes, arc-boutés sur des positions moralistes, exigeaient comme condition préalable le départ - irréaliste - de Bachar al-Assad, et excluaient les pays qui ne partageaient pas leurs visions, à la différence de Moscou qui dialogue avec tout le monde ». Il est vrai que les Occidentaux et les forces sunnites d'opposition excluaient de dialoguer avec le régime et écartaient les Iraniens, tout en imposant aux Turcs le soutien occidental aux Kurdes sécessionnistes, ce qui braquait à la fin du compte tout le monde ! « En revanche, l'intensité des combats - et donc le nombre de victimes - ont commencé à diminuer à la suite des initiatives d'Astana encouragées par le pragmatisme de la Russie et de ses partenaires iraniens et turcs, lesquels ont compris que l'on était tous condamnés à s'entendre, poursuit Kassis. Hélas, les Occidentaux n'ont pas compris l'intérêt du processus d'Astana, pas plus d'ailleurs que celui de Sochi, et c'est pour cette raison et à cause de leur erreur consistant à refuser de réunir tout le monde autour d'une table sans précondition qu'aucune solution n'a été trouvée à Genève ». Randa Kassis rappelle par ailleurs que les propositions de la Russie n'auraient pas dû être écartées par les Occidentaux et les instances onusiennes, « car aujourd'hui tout le monde reconnaît que seuls des Etats alliés de la Syrie ont un moyen de pression sur le régime de Damas, certes, autiste, mais qui sera obligé à un moment ou à un autre, sur pressions russes, à accepter une transition inclusive, alors que de son côté, l'Iran n'a pas cette détermination à œuvrer en faveur d'une formule politique inclusive veut maintenir Assad à n'importe quel prix. C'est ainsi que grâce aux rencontres entre forces armées opposées, le processus d'Astana suscité par la Russie a obligé le régime à sceller des accords de déconfliction avec rebelles, alors même qu'au début, le régime de Damas refusait l'idée même de zones de désescalade qu'il accepte aujourd'hui. Il n'avait en fait plus d'autre choix que d'accepter les propositions russes, par ailleurs acceptées par les Turcs et les Iraniens en échange de garanties, comme par exemple l'abandon du soutien russe à la cause séparatiste des Kurdes de Syrie, ce qui a motivé Erdogan à abandonner son objectif initial de faire tomber Bachar al-Assad et de faire vaincre l'opposition islamiste sunnite. Kassis remarque qu' « à la différence des Etats occidentaux, ainsi que de l'Iran et de la Turquie, la Russie est aujourd'hui la seule puissance d'équilibre, le seul élément qui puisse efficacement équilibrer les forces dans ce conflit et faire assis à une même table toutes les forces en présence ».

Rappelons que le 21 novembre dernier, Vladimir Poutine a reçu, à Sochi, le premier Ministre turc Erdogan - qui joue un rôle clef dans la neutralisation des combattants sunnites du Nord de la Syrie et qui coopère avec Moscou en échange du non-soutien par la Russie des séparatistes kurdes syriens trop liés au PKK kurde de Turquie -, ainsi que Bachar al-Assad, invité-convoqué de façon surprise. En s'affichant avec le maître de Damas, Poutine a voulu faire d'une pierre deux coups : montrer que Bachar fait partie - qu'on le veuille ou non - de l'équation (« à la fois du problème et de la solution »), puis convaincre ce dernier d'accepter de négocier dans le cadre d'une phase politique inclusive, ce que le président syrien s'était refusé à faire jusqu'à présent, au grand dam de son allié russe et au bénéfice de Téhéran, qui n'a aucun « plan B »...

Toujours est-il que, même si la reconquête des territoires n'est pas totalement achevée, les rapports de force entre le régime et les rebelles-jihadistes est suffisamment inversé pour que la Russie - force décisive sur le plan militaire et diplomatique - décide de passer à la phase de règlement politique de la crise, en collaboration étroite avec l'Iran, allié jusqu'aboutiste de Bachar al-Assad, et la Turquie, au contraire proche des rebelles islamistes syriens. C'est dans ce contexte « multipolaire », explicitement vanté comme tel lors de la rencontre préparatoire de Sochi du 21 novembre, que M. Poutine a rallié les présidents iranien et turc, également présents, à l'idée d'un « congrès national des peuples syriens », rebaptisé ensuite « Congrès du dialogue national » syrien qui se tiendra en janvier 2018, à Sochi. Déjà reporté trois fois, mais sur le point d'aboutir depuis que les rapports de forces nouveaux se confirment, le congrès a vocation à rassembler tous les acteurs du conflit.

Une situation géopolitique bien plus complexe et moins manichéenne qu'il n'y paraît

En dépit de la vision occidentale qui présente Bachar al-Assad et son régime comme un « protégé inconditionnel » de Poutine, on sait que les désaccords sur le terrain et sur l'avenir du régime syrien sont nombreux non seulement entre Russes et Iraniens, ce qui est largement ignoré par la presse occidentale, mais également entre les Russes et le régime syrien. L'une des pierres d'achoppement entre Russes et Iraniens mais aussi entre Russes et régime syrien est d'ailleurs l'avenir de Bachar al-Assad après la fin de mandat présidentiel actuel (2021). Ainsi, contrairement à une autre idée reçue, Vladimir Poutine ne refuse pas du tout la voie du multilatéralisme et donc des réunions de Genève sur la Syrie, mais il fait tout pour pousser son protégé syrien à prendre part aux pourparlers onusiens et à dialoguer avec l'opposition dans le cadre d'une transition qui aboutira tôt ou tard au départ de Bachar al-Assad, n'en déplaise à ses protecteurs iraniens qui, à la différence de la Russie, poussent le dictateur syrien à bloquer le processus de transition. Cet « autisme » du régime de Damas est d'ailleurs mis en parallèle par Randa Kassis avec celui de l'opposition islamiste sunnite ou pro-occidentale syrienne, qui a exigé jusqu'à peu, avant de se recomposer lors d'une rencontre à Ryad début décembre dernier, le départ de Bachar comme condition préalable. Cette exigence était inacceptable pour la partie d'en face, et elle est devenue totalement irréaliste dès lors que le régime, au lieu de s'effondrer comme on l'a dit trop vite au début de la guerre civile, a reconquis une partie de son territoire.

La stratégie russe de « l'équilibre », évoquée par Randa Kassis, distingue également la Russie de l'Iran dans la mesure où Moscou ne cherche aucunement à compromettre les pourparlers de Genève, contrairement à Téhéran et surtout au régime de Damas. Vladimir Poutine a en effet pris soin, lors de ses dernières déclarations à propos de l'accélération de la phase politique de la crise syrienne, de rappeler que son pays appuie les pourparlers de Genève sous l'égide des Nations Unies. On se souvient aussique le 11 décembre dernier, jour même de la visite de Vladimir Poutine dans la base russe de Hmeimimim Syrie, la délégation officielle du régime syrien, qui avait quitté les négociations de Genève, a été expressément sommée, sur ordre de Moscou, de revenir dans la capitale suisse pour poursuivre les pourparlers inter-syriens parrainés par l'émissaire spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, ...

Personne n'est irremplaçable...

La Russie n'est pas allée en Syrie pour les beaux-yeux de Bachar al-Assad, mais pour 1/ maintenir ses bases au Proche-orient, 2/sauver un régime allié et 3/ pour frapper les terroristes caucasiens et russophones dans leur fief jihadiste syrien qu'ils ne reviennent

en Russie... *Détail symboliques qui ont leur importance : lors de cette visite, le 11 décembre dernier, Bachar Al-Assad a été mis à l'écart d'une photo officielle en présence de militaires russes et syriens par Poutine lui-même. Et le même jour, la presse russe a mis en évidence la figure militaire syrienne montante du régime de Damas, le fameux Souheil al-Hassan, alias « Le Tigre », un officier alaouite héros de la reconquête de la Syrie face aux rebelles sunnites et aux jihadistes. Souheil al-Hassan est à la fois très populaire en milieu alaouite et il a toute la confiance de Moscou, qui veut en faire le garant de la pérennité de l'Etat baasiste-syrien en faisant de lui le futur chef d'Etat-major de l'armée syrienne ou/et le ministre de la Défense d'une régime post-Bachar al-Assad.*

Même s'il est indéniable qu'en invitant Bachar al-Assad à Sotchi et en le rencontrant à nouveau à Hmeimim en moins d'un mois d'intervalle Vladimir Poutine a rappelé que le président syrien demeure un élément incontournable de l'équation syrienne, il est également clair que la Russie - qui veut trouver au plus vite une porte de sortie de crise et se défaire du borborygme -, supporte de moins en moins que Bachar compromette les négociations politiques avec l'opposition. En réalité, la vision russe du dossier syrien est bien moins radicale et « pro-Assad » qu'il n'y paraît. Et bien que les pourparlers de Genève n'aient abouti à rien de concret depuis le « premier round », Moscou ne veut pas snober le volet onusien qui demeure essentiel dans la phase de légitimation internationale du processus politique de transition. Vladimir Poutine sait en effet pertinemment que si les négociations concrètes entre belligérants ont été permises par trois acteurs adeptes de la *Realpolitik* et du monde multipolaire (Russie, Iran, Turquie), le volet de la reconstruction ne pourra pas faire fi des Occidentaux et des institutions internationales, donc du processus onusien. Avec un PIB proche de celui de l'Italie, la Russie ne peut à elle seule assurer l'effort de reconstruction futur de la Syrie, estimé entre 250 à 400 milliards d'euros. Les capitaux américains, européens, onusiens, sont donc indispensables pour préparer ce volet économique, élément déterminant pour réussir la phase de transition d'après-guerre et de. D'évidence, les résultats, même fructueux, d'Astana et de Sotchi, ne pourront pas déboucher sur une solution viable sans leur légitimation par les organisations de l'ONU.

La question cruciale du départ ou du maintien de Bachar al-Assad

Réunies à Ryad les 22-24 novembre derniers, les composantes de l'opposition syrienne sunnite ont réussi, après d'âpres négociations, à former un comité unifié incluant des opposants modérés, pour une fois tolérés même par Damas. Les représentants d'une ligne dure anti-régime ont en effet préféré se retirer plutôt que de renoncer à exiger le départ du président syrien comme condition préalable à tout règlement du conflit. Jusqu'alors, les négociations politiques ont systématiquement échoué sur cette question. De son côté, le régime syrien, qui refusait de discuter de l'avenir du chef de l'Etat, a lui aussi été contraint par la Russie d'accepter d'aborder avec des opposants la question d'une nouvelle Constitution et de l'organisation de nouvelles élections sous l'égide de l'ONU.

D'après Randa Kassis, les raisons de l'échec des sept derniers « rounds » de négociations inter-syriennes de Genève s'expliquent par l'autisme des délégations respectives. Rappelons pour le lecteur qu'à la différence d'Astana, le processus de Genève ne concerne que les acteurs politiques, lesquels, contrairement aux forces militaires réunies au Kazakhstan, sont déconnectés du théâtre d'opération et ne comptent pas d'un point de vue des rapports de force, d'où le succès d'Astana et l'échec de Genève. Kassis rappelle que « *les rencontres de Genève ont démontré leur totale inefficacité en raison des positions des différents représentants politiques arc-boutés sur leur exigence préalable obsessionnelle du départ d'Assad. La dernière rencontre de Genève sous l'égide des Nations Unies s'est avérée tout aussi inefficace car les délégations du gouvernement syrien et des opposants de la délégation dite de « Ryad » se sont bornés à faire des déclarations stériles, des slogans creux et irréalistes* ». Il est toutefois vrai que la nouvelle « plateforme de Ryad », composée de « *quelques ex-membres du HCN- le nouveau Haut Comité des Négociations et de la Coalition Nationale, plus deux ou trois personnalités isolées*, est différente de la précédente, dans la mesure où, grâce à l'intervention du Prince héritier saoudien Mohamed Ben Sultan - en guerre contre l'islam politique - les islamistes les plus fanatiques en ont été écartés lors de la dernière réunion de l'opposition à Ryad, le 24 novembre dernier. « *Elle n'a toutefois pas la capacité de négocier ou de parler au nom des forces radicales représentatives des rebelles sur le terrain, jadis aidées par le Qatar, la Turquie et Ryad mais désormais lâchées par les Saoudiens, grâce à MBS, qui se soucie surtout de la menace iranienne* », précise Randa Kassis. Celle-ci ajoute, à propos de l'Iran, qu'il existe deux tendances au sein du régime de Téhéran sur la crise en Syrie, l'une favorable à un statu quo, et l'autre plus progressiste, proche du Président Rohani, qu'il faudrait encourager, sachant que « *la Syrie de demain devra adopter une position d'équilibre entre l'Arabie et l'Iran* », précise Randa Kassis qui déplore que Bachar al-Assad ait « *totalemment offert son pays à Téhéran, contrairement à son père Hafez, qui avait toujours su garder un équilibre entre Téhéran et Riyad* ».

Pour ce qui est de la délégation du régime syrien, présidée par l'ambassadeur de la Syrie auprès des Nations Unies, Bashar Jaafari, son rôle s'est limité, lors des dernières rencontres, selon l'opposante syrienne, « *à faire des provocations verbales destinées à braquer l'opposition et à faire capoter les négociations (...). Bachar al-Assad ne semble pas être conscient de la nature fragile et précaire de son régime. Il pêche par arrogance et par autisme et il oublie qu'il ne doit sa survie qu'aux Russes et aux forces chiites pro-iraniennes* ». Pour résumer, les délégations présentes à Genève, opposition et régime, « *n'ont pas fait preuve de sagesse, selon Kassis : le régime, qui croit que l'Iran sauvera le statu quo et maintiendra Bachar quoi qu'il arrive, a cru pouvoir gagner du temps en bloquant tout, tandis que l'opposition est restée bornée* »...

Reste la question épineuse de l'indépendance du Kurdistan syrien, le « Rojava », véritable *casus belli* dont aucun Etat de la région ne veut entendre parler, au risque de déclencher une guerre future. Certes, le PYD kurde et les Forces démocratiques syriennes (FDS), composées des forces kurdes et de leurs alliés arabes locaux, ont dans les Etats-Unis un allié de poids. Et les milices kurdes contrôlent 25 % du territoire syrien, que le régime ne leur a d'ailleurs pas encore repris, contrairement à l'Irak, où les Kurdes ont dû restituer aux forces pro-Bagdad des territoires importants. Malgré cette force militaire, les protagonistes kurdes syriens ont été écartés des rencontres de Sotchi, sur demande expresse des Turcs, qui ont accepté de collaborer avec les Russes depuis juillet 2016 contre les fiefs jihadistes (depuis la réconciliation de juillet 2016) en échange d'un abandon par Moscou du soutien politique et militaire aux séparatistes Kurdes, traditionnellement proches de Moscou. De plus, on sait que dans le cadre de son désengagement, Donald Trump a annoncé qu'il allait réduire son financement à tous les groupes rebelles syriens, y compris les Kurdes du PYD et des FDS... Toujours est-il que pour ne pas avoir les Kurdes syriens contre lui mais avec lui, le futur régime syrien et les pays proches des forces kurdes devront peser de tout leur poids pour pousser le futur pouvoir central syrien à intégrer l'équation kurde et à la neutraliser pacifiquement dans le cadre d'une formule constitutionnelle sinon explicitement fédérale, du moins fortement décentralisée. Faute de quoi, la question kurde demeurera longtemps une épine dans le flanc nord et est de la Syrie en mal d'unité.

L'enjeu crucial de la rencontre de Sotchi de 2018 : la rédaction d'une future constitution qui organisera la transition puis la tenue de futures élections

Par sa formidable leçon de *Realpolitik* adressée au monde, la Russie, bien qu'ayant des moyens bien moindre que ceux des Etats-Unis, sont parvenus à opérer un vrai « retour » géostratégique au Moyen-Orient. Moscou assoit ainsi son *leadership* au niveau international et régional. Le génie du chef du Kremlin a consisté à mettre tout le monde autour de la table : d'abord les forces belligérantes, à Astana ; puis ensuite leurs « parrains » respectifs à Sotchi, en décembre ; puis enfin à Sotchi en janvier-février prochain avec tous les protagonistes politiques dans le cadre du sommet du Dialogue national syrien. « *Lors du sommet de Sotchi de 2018, tous les protagonistes de la guerre civile syrienne vont être acculés par leurs parrains respectifs - Téhéran, Moscou et Ankara - à devenir plus « raisonnables »*, faute d'autres issues (...), estime Randa Kassis.

La rédaction puis l'adoption d'une nouvelle constitution pour la Syrie sera la priorité de l'agenda du Congrès national syrien de Sotchi. Kassis rappelle que les grandes lignes du projet, appuyé par la Russie afin de susciter une transition fondée sur une « décentralisation », ont été conçues dans le cadre de la « plateforme d'Astana » et qu'un texte a été élaboré avec une équipe de constitutionnalistes proches de son mouvement. Ce texte, qui sera prêt avant le sommet de Sotchi et présenté par elle au peuple syrien, *sera fondé sur les principes de décentralisation, de laïcité, de liberté d'expression, et de liberté de choisir son code de statut personnel et religieux (...). C'est cette constitution, à laquelle j'ai pris activement part, qui va organiser les nouveaux rapports de forces intercommunautaires et la forme du futur régime sur des bases de garanties mutuelles* », explique l'opposante.

En guise de conclusion

En ce qui concerne la « victoire » contre l'Etat islamique, qui a été proclamée par la Russie et les Etats-Unis - alors que des poches jihadistes existent toujours en Syrie et en Irak, sans parler des réseaux dormants -, Kassis estime que « l'on ne peut pas vaincre une idéologie de façon militaire : à terme, la victoire doit passer par une contre-attaque également idéologique. Je pense, et j'ai écrit dans mes articles et ouvrages (cf. *Le Chaos syrien*, 2016, éditions de l'Artilleur), que tant que l'islam n'est pas réformé, il n'y aura pas d'espoir. Et l'islamisme totalitaire disposera toujours d'une source de légitimation doctrinale (...). Certes, MBS constitue un espoir, car avant lui, on avait affaire à des dinosaures, à des potentats qui n'avaient même pas réussi à créer un Etat viable et qui ne maîtrisaient pas les monstres fanatiques qu'ils ont créés et qui se sont retournés contre eux. Ce régime de dinosaure ne pouvait rien faire, mais si Mohamed Ben Salmane représente un espoir, nous attendons de voir, car sa tâche n'est pas facile. La question est de savoir s'il parviendra à réaliser cette réforme de l'Islam et à gagner la guerre idéologique contre l'islamisme radical. En fin de compte, je vois deux options dans le futur pour ce monde musulman sclérosé et gagné par le virus théocratique : soit une réforme de la religion, soit le système politico-religieux du monde musulman sclérosé s'écroulera... ».